

LE MDS CONDAMNE LES ATTENTATS TERRORISTES

Une conséquence de la politique de réconciliation nationale

Le pays vit ces dernières semaines au rythme des voitures piégées et des explosions. Une situation qui ne laisse pas sans inquiétude les acteurs de la scène politique nationale. Les derniers attentats enregistrés dans les wilayas de Boumerdès et Tizi Ouzou, et qui ont ciblé les forces sécuritaires, ont ranimé le sentiment d'insécurité et d'instabilité chez les citoyens, qui voient en ce regain de terrorisme une véritable menace. Une menace minimisée toutefois par la politique de "la réconciliation nationale", que ne cesse de vanter le pouvoir pour réhabiliter l'islamisme politique. Mais "l'intégrisme a sa propre stratégie", a analysé le Mouvement démocratique et social (MDS), qui, dans un communiqué dénonçant les derniers attentats, a averti sur les conséquences de la politique prônée par le pouvoir. "Le terrorisme islamiste ne lâchera pas aussi longtemps que le pouvoir algérien tente de réhabiliter l'islamisme par concessions répétées", a signalé le MDS dans son communiqué. Il est clair pour ce parti de l'opposition que la recrudescence des actes terroristes est la conséquence directe de l'autosatisfaction du pouvoir actuel de sa politique de paix. En fait, l'Etat a cessé de mesurer à son impact, l'acte terroriste. Le MDS fait remarquer particulièrement le redéploiement du GSPC, en s'affiliant à l'organisation terroriste internationale Al-Qaïda.

Les derniers attentats renseignent, selon le MDS, sur "l'importance de l'organisation et de sa logistique qui rend possible la continuité des actes de terrorisme". "La politique du pouvoir a permis aux terroristes de se réorganiser en récupérant nombre de leurs hommes en situation de captivité, en reconstituant une partie de leurs fonds grâce aux indemnités versées à ces derniers et en activant librement sans le risque de voir les forces de sécurité interférer dans leurs activités", a dénoncé le MDS. Il s'agit là d'une analyse d'une extrême importance, qui remet en cause l'existence même d'un Etat de droit. Ce dernier perd sa crédibilité devant les citoyens. C'est pourquoi le MDS interpelle les forces démocratiques et républicaines pour redoubler leur vigilance.

"La vigilance ne peut être efficace et durable que lorsqu'elle est appuyée sur la vigilance politique contre l'islamisme politique et ceux qui l'aident à perdurer pour la pérennisation du système", a-t-on indiqué dans le communiqué.

Le MDS explique sa vision par la nécessité de rompre définitivement avec le système rentier, qui de même "exploite l'Islam à des fins politiques. Il affirme que toutes les initiatives menées, quand bien même érigées dans un cadre électoral et institutionnel, sont vouées à l'échec.

La sortie de crise reste, d'après le parti de feu El Hachemi Chérif, celle de la mise en mouvement de toutes les forces attachées à l'avenir moderne et démocratique du pays.

Rosa Mansouri

DEBACLE DU FLN AUX DERNIERES SENATORIALES

Des parlementaires et d'ex-ministres impliqués

La direction du FLN a installé hier la commission de discipline du parti. Les membres de cette commission, que préside Madani Bradji, devront prendre des mesures à l'encontre des militants impliqués dans les échecs subis par le FLN lors des sénatoriales de décembre dernier.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - "Plusieurs parlementaires et d'anciens ministres du FLN passeront ces prochains jours devant la commission de discipline du parti. Ils sont accusés de corruption politique et ont fait perdre de précieux sièges au FLN dans des wilayas où il est majoritaire dans les assemblées locales", précisait, hier, un haut responsable de cette formation. Au lendemain des résultats des sénatoriales,

Abdelaziz Belkhadem avait pris l'engagement de sévir contre ceux qui se sont adonnés à "la corruption politique". Le secrétaire général du FLN semble décidé à aller jusqu'au bout, même s'il a tenté, à plusieurs reprises, de minimiser cette succession d'échecs qui a fait perdre une dizaine de sièges à son parti. "Belkhadem a donné des instructions fermes pour que les militants incriminés soient sévèrement sanctionnés. Il

ne serait pas étonnant que les membres de la commission excluent certains d'entre eux", a ajouté notre interlocuteur. Selon lui, les rapports des commissions d'enquête dépêchées au niveau des wilayas concernées sont accablants à plus d'un titre.

Dans la wilaya de Laghouat par exemple, le FLN, qui est majoritaire avec 105 élus, a perdu cette élection face au MSP qui ne dispose que de 24 élus. Idem pour les wilayas de Tيارت (d'où est natif Belkhadem), El Bayadh et Djelfa — fief des redresseurs — où le FLN a été tenu en échec alors qu'il aurait dû porter ces échéances haut la main. En

fait, la cause principale de cette débacle est due à l'incapacité de l'actuelle direction à parachever le processus de reconstruction organique lancé dans le sillage du "8e congrès bis". "Il faut avouer que la direction du parti a du mal à contrôler la majorité des structures locales.

Des structures qui ne sont pas opérationnelles puisqu'elles n'ont toujours pas été installées officiellement. Si la situation n'est pas prise en main dans les brefs délais, il faut s'attendre au pire lors de l'élaboration des listes électorales des législatives de mai prochain", indiquait hier un autre responsable de ce parti. T. H.

LE VICE-PRESIDENT DU CNES A LA CHAINE III

La stratégie industrielle requiert le consensus Etat - opérateurs économiques

L'économiste et vice-président du Conseil national économique et social (Cnes), Mustapha Mekideche, était l'hôte hier du forum "En toute franchise de la Chaîne III de la radio nationale. Une rencontre médiatique où le vice-président du Cnes est revenu sur le sens et la portée de la nouvelle stratégie industrielle, en cours d'élaboration et de discussion, des assises nationales regroupant les pouvoirs publics et les partenaires économiques étant prévues pour en débattre avant la fin du mois courant.

En ce sens, Mustapha Mekideche a estimé que la mise en œuvre de cette nouvelle stratégie, un ensemble de politiques publiques d'appui à l'économie industrielle, requiert justement d'atteindre un consensus et une synergie entre les pouvoirs publics, l'Etat, et ses partenaires, les entrepreneurs publics et privés. A ce propos, l'hôte de la Chaîne III a réitéré l'existence d'une contradiction entre l'objectif

de stimuler l'attractivité par rapport aux IDE (investissements directs étrangers) et le soutien aux opérateurs économiques nationaux privés.

En appelant ces derniers à développer le partenariat et de s'impliquer dans un processus d'expansion et d'internationalisation, dans le contexte d'économie ouverte. Mais également dans la mesure où cette stratégie se base notamment sur la promotion de branches d'activité industrielle dotées d'avantages comparatifs existants ou potentiels, la pétrochimie, l'électrometallurgie et électromécanique, la production de ciments, l'agroalimentaire, appelées à être compétitives. Une stratégie qui nécessite également la promotion des services d'appui, les structures d'engineering en encourageant, selon l'hôte endorphaonique, les opérateurs privés à y investir, outre la création de pôles de compétitivité, et l'équité dans la spatialisation et la territorialisation des activités indus-

trielles. Et Mustapha Mekideche d'insister sur quatre aspects prioritaires. Soit, la régulation sociale et l'efficacité, le développement de l'intelligence économique et de l'économie fondée sur la connaissance et le capital humain revalorisé, la création d'emplois décents et durables et la résorption des déficits sociaux, des discriminations de genres et des poches de pauvreté. Cela même si cet économiste a estimé que l'Etat doit s'organiser en toute synergie avec ses partenaires, en harmonisant et en rendant plus efficient et cohérent le manage-

ment économique et en améliorant le climat des affaires. En ce sens, Mustapha Mekideche a estimé qu'il serait notamment utile de revoir à la baisse les taux d'intérêts appliqués aux opérateurs, d'appliquer une imposition unifiée aux entrepreneurs et de réduire leurs charges patronales. Mais aussi le vice-président du Cnes de proposer le développement de la technique de l'offset dans la réalisation des commandes publiques, les fournisseurs étrangers devant réinvestir partiellement au niveau local.

Chérif Bennaceur

TARIF DU GAZ POUR LES INDUSTRIELS

Un texte en vue de la Creg

La Commission de régulation de l'électricité et du gaz (Creg) rendra public prochainement un texte sur le tarif du gaz pour les industriels. Ce texte proposera, selon le vice-président du Cnes, Mustapha Mekideche, des niveaux de prix suffisamment attractifs sans être trop bas.

C. B.

VALORISATION DES TRAVAUX DE RECHERCHE

800 millions de dinars pour la création d'incubateurs et de pépinières d'entreprise

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, représenté par Rachid Harraoubia, et son homologue du département de la PME et de l'artisanat, Mustapha Benbada, ont signé hier à Alger une circulaire ministérielle commune portant sur la mise en œuvre du système de pépinières d'entreprise et d'incubateur.

Ce système qui devra institutionnaliser et officialiser ces structures de valorisation des recherches scientifiques et universitaires a bénéficié d'une envelop-

pe financière de l'ordre de 800 millions de dinars. Celle-ci est destinée à la création d'une vingtaine d'incubateurs et de pépinières pour la valorisation des recherches universitaires.

Il s'agit concrètement de rapprocher le secteur universitaire de celui des entreprises. Il sera donc question de mettre en place des incubateurs au niveau des universités et autres établissements d'enseignement supérieur au niveau desquels seront finalisés les résultats des travaux de recherche.

Avant d'être testés au niveau des pépinières qui seront elles-mêmes mises en place au niveau des entreprises du secteur économique en vue de mettre en application de ces résultats à une plus grande échelle.

Avec au préalable la protection des inventions. Ce système permettra donc aux jeunes chercheurs et universitaires porteurs de projets de valoriser les résultats de leurs travaux et les voir ainsi appliqués concrètement sur le terrain.

Lotfi M.

GREVE DES ENSEIGNANTS DU SUPERIEUR

Harraoubia surpris

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Rachid Harraoubia, a déclaré ne pas être au courant du mouvement de grève prévu le 24 février prochain, auquel a appelé la section Cnes de l'USTHB. Le ministre a affirmé que "le Cnes (l'aile de Ali Boukaroura, ndr) s'est réuni à Sétif pour préparer les statuts du syndicat". Interpellé par les journalistes, Rachid Harraoubia dira : "Je refuse de m'immiscer dans les conflits internes des syndicats".

L. M.